

Un livre d'histoire immédiate raconte les processus de coordination interuniversitaire sur l'arc lémanique entre 1990 et 2010. Rencontre avec l'un des auteurs, Jean-Philippe Leresche.

Métamorphose(s) des hautes écoles lémaniques

Nadine Richon

Gouverner les universités, aujourd'hui, implique de penser à la fois en termes de développement et de coordination. L'histoire récente de la trilogie UNIL-UNIGE-EPFL en offre de multiples exemples, dont un ouvrage vient nous donner une vision globale éclairante pour qui veut comprendre la politique universitaire et saisir la place essentielle des établissements d'enseignement et de recherche dans nos sociétés.

Avant de parler du Projet triangulaire lémanique (PTL), annoncé en octobre 1998 par les Recteurs Bernard Fulpius (UNIGE), Eric Junod (UNIL) et le Président de l'EPFL Jean-Claude Badoux, il faut imaginer les mêmes Recteurs, en 1996, évoquer, sur fond de volontarisme intercantonal, la possibilité d'une université lémanique multiste. «Tous les projets envisagés au début des années 1990 sont dictés par les restrictions budgétaires», rappelle Jean-Philippe Leresche. À l'exemple du Rhoso, dans le domaine hospitalier, les tentatives de fusionner des disciplines universitaires sont des échecs. Alors secrétaire d'Etat à la Science et à la Recherche, Heinrich Ursprung ne parvient pas à concrétiser cette vision lémanique. L'arrivée en 1997 du Romand Charles Kleiber, sous l'autorité de Ruth Dreifuss, donne une impulsion nouvelle à la coordination interuniversitaire. «À cette époque, explique Jean-Philippe Leresche, le discours change et la Confédération mise sur des incitations financières pour faire avancer la coopération. La recherche et l'enseignement sont désormais présentés comme des ressources et non plus uniquement comme des coûts. Sur l'arc lémanique, le Projet triangulaire devient emblématique de cette nouvelle vision d'une économie de la connaissance.»

Limites de la coopération

L'ouvrage qu'il a rédigé avec ses trois collègues de l'Observatoire Science, Politique et Société plonge dans les archives des institutions concernées, avec le souci de ne pas personnaliser l'histoire de la coordination



Jean-Philippe Leresche, directeur de l'Observatoire Science, Politique et Société. © IREHE/UNIL

interuniversitaire et de ne pas verser non plus dans la «success story». C'est une analyse en profondeur des ressorts, évolutions et modalités des processus coopératifs. «Le Projet triangulaire a mis en mouvement les trois institutions, et l'UNIL a pris des risques forts en se séparant de la pharmacie, des mathématiques, de la physique et de la chimie. Elle a pu investir l'argent libéré pour se profiler dans les sciences de la vie, ainsi que dans les sciences humaines et sociales, mais ce pari n'était pas gagné d'avance.» L'ouvrage met aussi l'accent sur les limites de la coordination interuniversitaire car «chaque institution cherche d'abord à atteindre ses propres objectifs». Certes, la coopération s'impose comme une évidence, désormais, si l'on songe par exemple aux coûts engendrés par les équipements technologiques et scientifiques actuels. Mais on ne va pas jusqu'à fusionner des facultés ou des laboratoires à l'échelle lémanique. La création du Centre intégratif de génomique de l'UNIL (CIG) illustre bien cette tension entre coopération et concurrence. Au départ, il s'agissait de se doter d'un centre de recherche commun aux trois institutions...

«Il n'y a pas eu un PTL mais plusieurs, commente Jean-Philippe Leresche. Dès 2000, on parle de convention Sciences, Vie, Société.

➤ Jean-Philippe Leresche, Frédéric Joye-Cagnard, Martin Benninghoff, Raphaël Ramuz, *Gouverner les universités*. Presses polytechniques et universitaires romandes, 2012

Le projet d'octobre 1998, dans lequel Jean-Claude Badoux s'engageait pour l'EPFL à ne pas développer les sciences du vivant, n'est pas tout à fait celui qui sera officialisé en juin 2000 par Ruth Dreifuss, Francine Jeanprêtre et Martine Brunschwig-Graf. Entre-temps, le 17 mars 2000, un nouveau Président est entré en fonctions à l'EPFL... On voit alors un autre homme, le Recteur Jean-Marc Rapp, jouer un rôle crucial – mais de loin pas solitaire – dans l'histoire, par exemple, d'un CIG rattaché à la Faculté de biologie et de médecine et illustrant toute la richesse et la diversité des sciences de la vie à l'UNIL.

L'arrivée d'un seul homme tel que Patrick Aebischer, ou d'une seule femme si l'on songe à celle d'Anne-Catherine Lyon à la tête du DFJC en 2002, ne saurait tout expliquer. À cet égard, le livre révèle bien la dimension collective des luttes de pouvoir, à caractère scientifique et politique, qui caractérisent le monde universitaire. «La concurrence reste le sous-texte de la coopération. Il y a concurrence à l'intérieur même des disciplines et entre les institutions. Ces deux répertoires sont toujours coprésents, et l'on peut dire que gouverner les universités revient aussi à trouver un équilibre entre ces deux logiques», résume Jean-Philippe Leresche.